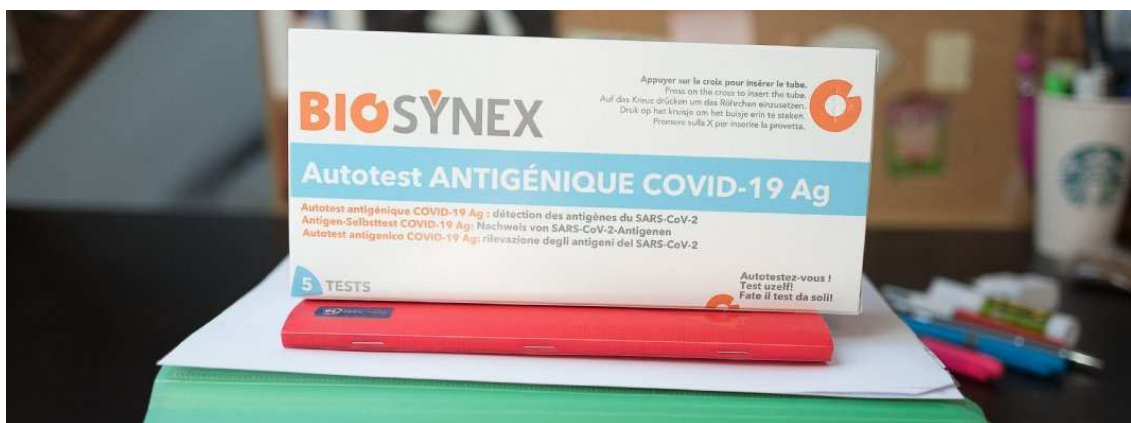


Autotests dans les lycées : la bonne stratégie ?- AEFInfo

13-16 minutes

Le ministère de l'Éducation nationale "s'est trompé de cible" pour sa campagne d'autotests destinés aux lycéens, estime le secrétaire général du SNPDEN-Unsa Philippe Vincent, le 10 mai 2021. Alors que les élèves devraient bénéficier, depuis lundi, d'un test hebdomadaire au sein de leur établissement, la campagne peine à démarrer. Retards de livraison, conditionnement des tests, manque de personnels, configuration des locaux : les lycées ne sont pas adaptés pour ce type d'opération, juge Franck Antraccoli, secrétaire général d'ID-FO. Les deux premières semaines de mise en œuvre donneront lieu à une "évaluation" et "des aménagements pourront être faits à compter du mois de juin", indique le ministère. Sur le terrain, à Nantes, les établissements s'organisent face à l'insuffisance d'autotests pour les enseignants. Dans le 1er degré, le Snuipp-FSU plaide pour des autotests pour les écoliers.





Le taux d'acceptation des familles pour les autotests des lycéens est très réduit, rapportent les chefs d'établissement.
MaxPPP

Les livraisons d'autotests dans les lycées, accompagnant le retour des élèves dans leur établissement depuis le 3 mai, s'échelonnent jusqu'au 11 mai, selon les indications du ministère de l'Éducation nationale le 7 mai ([lire sur AEF info](#)). Ces commandes, pour un total de près de 60 millions d'unités, doivent permettre de tester les personnels, deux fois par semaine, et les élèves de plus de 15 ans, lors de "séances hebdomadaires" organisées au sein des lycées, jusqu'à la fin de l'année scolaire, conformément au protocole établi par la rue de Grenelle ([lire sur AEF info](#)).

"La diffusion des premiers autotests se déroule de manière erratique", rapporte, le 5 mai, une intersyndicale de toutes les organisations représentatives de chefs d'établissement, pointant des "livraisons au fil de l'eau, inégales sur le territoire, et en général avec des contingents qui sont sans rapport avec les besoins potentiels".

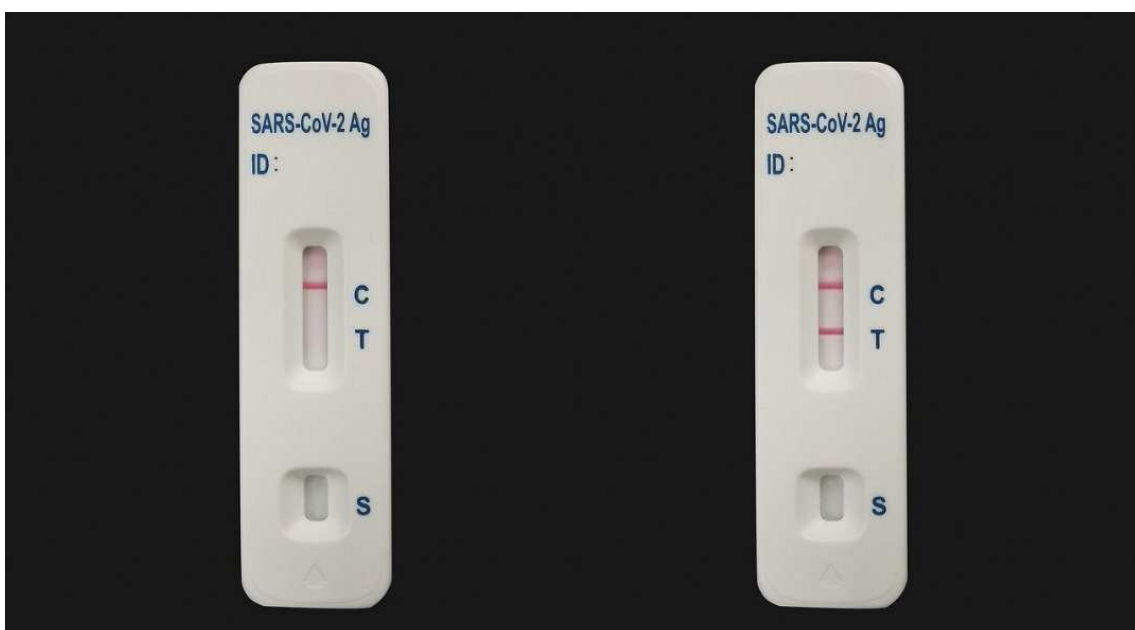
Ces chefs d'établissement du SNPDEN-Unsa, ID-FO et Sgen-CFDT avaient, dès fin avril, fait part de leurs inquiétudes concernant cette campagne de dépistage jugeant son "cahier des charges irréaliste" ([lire sur AEF info](#)). Les livraisons en tant que telles génèrent des difficultés dans la mesure où "les conditionnements que nous découvrons (des tests par blocs de 5, 6 ou 10) sont inadaptés à des gestions individuelles tant pour les personnels [...] que les élèves", déplore les chefs

d'établissement.

Des autotests en quantité insuffisante pour les personnels

Deux volets de commandes, pour un montant total d'environ 250 millions d'euros, ont été passés, selon des indications du secrétariat général du MEN rapportées par Philippe Vincent à AEF info, le 10 mai. Le premier concerne les autotests destinés aux personnels. Aucune de ces livraisons "n'est suffisante pour couvrir l'ensemble", assure le représentant du SNPDEN-Unsa, qui estime qu'environ la moitié des personnels peut s'approvisionner.

Le calendrier annoncé par le gouvernement prévoyait, pourtant, un dépistage par autotests dès le 26 avril pour les enseignants du 1er degré et le 3 mai, pour les personnels du 2nd ([lire sur AEF info](#)). Cette dotation en autotests couvre environ 90 % de la population enseignante, précise Franck Antraccoli. Pas d'autotest, donc, pour les personnels administratifs, de direction ou les agents relevant des collectivités locales, poursuit le secrétaire général d'ID-FO. Pour lui, ça serait pour "un minimum" que les personnels d'État bénéficient de ce dispositif.



Autotest Covid